Marché, Etat et

Depuis 1962, l'Algérie est en chantier, subissant des bouleversements morphologiques d'une grande ampleur, à tel point qu'elle est une expérience sociologique grandeur nature.

Par Lahouari Addi (*)

La société est en pleine restructuration, soumise au processus de formation de classes sociales, formation devenue manifeste depuis que le régime a abandonné l'utopie de l'économie administrée. Pour un sociologue, un économiste, un politologue, l'Algérie est un terrain de recherche idéal qui attend les paradigmes d'analyse pour cerner conceptuellement cette expérience très riche. Les sciences sociales, comme nous le savons, n'émettent pas de jugements, positifs ou négatifs ; elles essaient cependant de reconstituer les logiques des processus, leurs contradictions par rapport aux représentations des acteurs. J'utiliserais toutefois le mot «échec» pour le régime qui avait promis, dès les années 1960, de développer l'économie et de moderniser la culture.

L'Algérie n'est pas, en 2012, un pays développé, et sa culture est encore déchirée entre des aspirations modernistes utopiques et une apologie du passé sans aucune conscience historique. Ma communication sera globale, forcément schématique puisqu'elle touche à la sphère marchande, aux transformations sociologiques et aux rapports d'autorité depuis l'accession à l'indépendance. L'hypothèse principale est que le régime algérien, issu du mouvement national, est l'expression d'une aspiration contradictoire qui le mine et qui l'a mené à se couper de la population. Pour les élites dirigeantes, la modernité, saisie principalement à travers son aspect matériel, est un moyen pour restaurer la tradition passée. Cette contradiction s'exprime clairement dans la pratique de l'administration qui s'oppose à la formation d'un marché national intégré, à l'émergence d'une société composée d'individus sujets de droit et à la construction d'un Etat dont la légitimité provient de la volonté des électeurs.

Le populisme contre l'économie politique

Lorsque le nouvel Etat fut créé en 1962, le régime avait promis le développement économique et la justice sociale, promesse servant aussi de source de légitimité aux dirigeants qui se réclamaient de l'héritage du mouvement national. Même si le développement économique n'a pas été réalisé, nous devons convenir que l'engagement avait été pris et que des politiques publiques en faveur de la population avaient été mises en œuvre pour moderniser le pays. Un seul chiffre suffira à attester de cette farouche volonté de se moderniser : depuis 1967, l'Algérie a un des taux d'investissement les plus élevés au monde par rapport au PIB. Pourtant, il y a un échec patent dans la construction d'une économie productive satisfaisant les besoins du marché national. Les exportations sont assurées aujourd'hui à 97% par les hydrocarbures ! L'Algérie n'exporte pas de produits manufacturés parce que les politiques économiques suivies à ce jour n'ont jamais eu pour objectif stratégique de construire un marché national régulé par les lois de l'économie politique pour affronter la concurrence internationale. Il y a comme une confusion dans l'esprit des dirigeants entre indépendance politique et indépendance économique, comprenant celle-ci comme une sorte de système auto-suffisant économiquement.

Le désordre qu'il y a dans la société pousse au tumulte politique dont a horreur le populisme qui préfère la sérénité du peuple uni derrière le chef. Il n'y a pas d'individu dans le peuple, corps homogène et compact, qui n'a pas besoin du droit pour se reproduire. Le peuple se satisfait de peu, ce qui fait sa force ; il n'est pas porté à l'intérêt égoïste et montre des capacités de sacrifice pour défendre son unité et son identité.

Or, l'indépendance économique ne signifie ni autarcie ni retrait de l'économie internationale, elle signifie plutôt un flux d'échanges avec une balance commerciale extérieure équilibrée ou positive sur la base d'exportations de biens manufacturés. Il n'est pas possible de se retirer du marché mondial ; il faudrait soit exporter du travail pour financer les importations, soit être dépendant et vivre de l'aide internationale. Je n'ai pas une foi aveugle dans le marché comme les néolibéraux du Consensus de Washington, mais il faut cependant admettre que le marché est une construction historique qui favorise la création des richesses si, par ailleurs, il y a un cadre juridique où la répartition obéit à la rationalité contenue dans les concepts de salaire, profit, taux d'intérêt, productivité marginale du capital, etc. Ces concepts de la science économique sont inopérants en Algérie alors qu'il y a des biens qui sont produits, il y a des prix, il y a une monnaie, il y a une accumulation de richesses.

Cette activité marchande relève cependant de l'anthropologie économique et non de la science économique enseignée dans les universités. Ou pour le dire autrement, la logique dominant la sphère des biens et services en Algérie renvoie à une problématique physiocratique pré-ricardienne. Il ne faut pas confondre l'économie politique du capitalisme fondé sur la création de la valeur par la force de travail avec la science des richesses provenant de l'agriculture et matières premières et réparties par le mécanisme de la rente.

L'objet de l'économie politique porte sur la valeur produite dans le cadre du marché qui soumet la production à la concurrence par le biais d'un système de prix allocataire de ressources rares. Porté par la dynamique de la concurrence, le système de prix Walrasien ajuste l'offre à la demande en s'inscrivant dans la tendance de la baisse de la productivité marginale des facteurs de production. Or, en Algérie, non seulement il n'y a pas de concurrence en raison d'un important secteur économique d'Etat, mais l'Etat est le principal entrepreneur avec cette particularité qu'il n'est pas soumis à la contrainte financière. Il se soustrait à celle-ci grâce aux revenus tirés de l'exportation des hydrocarbures, mais aussi grâce à la manipulation de la parité de la monnaie qui lui permet de combler le déficit de son budget et le déficit chronique des ses entreprises, en écumant le pouvoir d'achat des revenus fixes. En injectant des sommes monétaires importantes sans contrepartie de production physique, l'Etat perturbe le système des prix, c'est-à-dire le rapport entre le salaire et le coût de la vie. Le salaire n'assure pas la reproduction de la force de travail, ce qui détourne les jeunes des emplois à revenus fixes. Sans contrainte financière, sans rareté des capitaux monétaires, il n'y a pas de nécessité de rationaliser le procès de travail sur les critères de la concurrence internationale. Les hydrocarbures et la manipulation de la parité du dinar ont permis à l'Etat-entrepreneur de se dispenser de la rationalité économique et de se soustraire aux pressions du marché. Par ailleurs, depuis le début des années 2000, le gouvernement a lancé une politique ambitieuse d'investissements dans la construction de milliers de logements, d'autoroutes, de barrages et différentes infrastructures…

La crise de l'Etat-providence et la mondialisation ont cependant redonné de la vigueur à la théorie néo-classique qui sert de fondement à la vague néolibérale dont la doctrine est contenue dans le Consensus de Washington. Le FMI, la Banque mondiale et l'OMC, ainsi que les think tanks qui leur servent de laboratoires d'idées, prônent le démantèlement tarifaire et la libre concurrence afin de prendre avantage du bas niveau des salaires dans les pays du tiers monde.

Ce programme étalé sur plus de dix ans a coûté des centaines de milliards de dollars et a été réalisé en majorité par des entreprises étrangères. En négligeant les entreprises nationales ou en ne les associant pas à ces investissements, l'Etat a raté une occasion d'aider à la formation d'une offre nationale qui aurait eu une opportunité de s'agrandir en affrontant la concurrence internationale. De ce point de vue, non seulement l'Etat n'a pas de politique pour la formation d'un marché national avec une offre locale, mais il s'érige en obstacle à la naissance d'activités productives étouffées par les biens importés. Il y a là toute une économie de marchés publics contractés avec des entreprises étrangères prêtes à verser des commissions occultes à des personnages importants de l'Etat. La compétition pour la captation de la rente énergétique trouve parfois des échos dans la presse nationale qui fait état de détournement de fonds. Les scandales de la réalisation de l'autoroute Est-Ouest, de la construction d'infrastructures hydrauliques ou ceux liés à l'importation des céréales, des médicaments… portent sur des dizaines de milliards de dollars. Cela participe à la constitution de fortunes colossales en rapport aussi avec la spéculation favorisée par les réseaux clientélistes qui ont conquis l'Etat. Cette situation renvoie à la phase de l'accumulation primitive du capital, alimentée par des pratiques commerciales à la limite de la légalité. La corruption, qui handicape le pouvoir d'achat des revenus fixes, se généralise dans toutes les couches de la population qui cherche à échapper à la paupérisation. Elle est ainsi un moyen d'ascension sociale dans un pays où le régime, pour acheter la paix sociale, a satisfait à des augmentations de salaires importantes, avec effets rétroactifs, dans la Fonction publique. Il a aussi mis en place une politique de crédit à la consommation très volontariste au-delà de ce que peut absorber le marché national.

Dix millions de dollars est une somme d'argent en Algérie alors qu'en Grande-Bretagne ou en Suède c'est un capital susceptible de créer de la valeur marchande. Cette prémisse trouve sa confirmation dans la gestion quotidienne des entreprises d'Etat caractérisées par l'inefficacité et le gaspillage. La bureaucratie fait porter la responsabilité aux travailleurs qu'elle accuse de ne pas être productifs, alors que ces derniers ne font que s'adapter à un système politiquement rentable à la bureaucratie d'Etat et aux couches rentières.

Le résultat est la formation d'une masse monétaire en circulation sans proportion aucune avec les capacités de la production nationale. Une grande partie de la demande monétaire est satisfaite par le secteur de l'importation, chasse gardée de privilégiés qui se sont appropriés les mécanisme du commerce extérieur qui est désormais le canal de l'accumulation par excellence.

Cette structure de répartition de richesses explique que les concepts de la science économique ne sont pas opératoires dans la sphère marchande en Algérie régulée par la rationalité politique et par le rapport de force au sommet de l'Etat. En effet, la source principale des richesses n'est pas le travail, mais les relations avec le personnel de l'Etat qui est aux commandes de la répartition de la rente pétrolière à travers les autorisations d'importations de biens, l'accès aux devises et la distribution de terres foncières urbaines et périurbaines. Si la science économique est inopérante en Algérie, c'est parce que la sphère marchande est désarticulée et n'obéit pas à ses règles propres. L'économie politique a pour objet la production de la valeur, accumulée et répartie à travers un système de prix au cœur du marché.

Celui-ci est un ensemble de techniques de production se déroulant dans un cadre juridique qui protège la concurrence et la propriété privée.

Les techniques de production perdraient de leur efficacité si elles étaient séparées de leur cadre juridique.

Ce qui signifie qu'on ne peut pas importer des éléments du marché — une machine par exemple – ou s'attendre qu'ils soient rationnels par eux-mêmes.